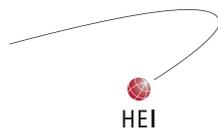


small arms survey 2006

Des comptes à régler



Un Projet de l'Institut universitaire
de hautes études internationales,
Genève



GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SECURITE

Rue de la Consolation, 70 B-1030 Bruxelles

Tél.: +32-2-241 84 20

Fax: +32-2-245 19 33

E-mail: admi@grip.org

Site Internet: www.grip.org

Le GRIP, qui édite en français le Small Arms Survey – Annuaire sur les armes légères,
est un centre d'étude indépendant situé à Bruxelles (Belgique).

Depuis sa création en 1979, le GRIP informe l'opinion publique européenne
et les décideurs politiques par le biais de publications
(livres, rapports, articles, site Internet) et par l'organisation de conférences ou de symposiums.

Ses principaux domaines de recherche sont la prévention des conflits,
la reconversion des industries de défense,
les transferts d'armes et la prolifération des armes légères.

Les travaux relatifs aux armes légères occupent aujourd'hui cinq chercheurs.
Les régions du monde les plus couvertes sont l'Afrique centrale et occidentale et les Balkans.

Titre original:

Small Arms Survey 2006: Unfinished business,
Oxford University Press, 2006.

© Small Arms Survey, Institut universitaire de hautes études internationales, Genève 2006.

Tous droits de reproduction, même partielle, et de traduction réservés pour tous pays.

AVANT-PROPOS

J'ai été élue Présidente dans la plus ancienne république d'Afrique au lendemain d'une guerre civile dévastatrice, qui a volé un nombre inavoué de vies humaines et ravagé l'économie. Aujourd'hui, le Liberia est en «post-conflit» et commence à peine à retrouver une certaine stabilité sociale, politique et économique. Mais la sécurité, bien que nettement améliorée, demeure une préoccupation. Après quatorze années de conflit armé et en dépit d'importants efforts pour en réduire le nombre, les armes légères continuent d'inonder le Liberia.

Small Arms Survey et d'autres ont montré qu'une telle abondance d'armes est une source sûre de problèmes, en particulier dans une région où foisonnent les bandes armées. Le Liberia ne peut relever seul ce défi. Aucun pays ne devrait affronter seul un problème aussi important que la prolifération des armes légères.

C'est dans ce contexte que j'attends avec impatience la Conférence de révision sur les armes légères et de petit calibre des Nations unies en juin-juillet 2006, où les Etats membres uniront leurs forces pour définir les prochaines étapes du processus mondial sur les armes légères. Il est indéniable que les défis sont immenses, tant au niveau national que régional et international.

L'Annuaire sur les armes légères 2006: des comptes à régler explore ces défis et présente les recherches les plus récentes de Small Arms Survey sur des questions que la communauté internationale va devoir affronter si elle veut faire progresser la prévention de l'usage abusif des armes légères. Comme le sous-titre le sous-entend, il reste bien du pain sur la planche.

Ce volume offre un début de réponse aux questions clés que nous devons continuer à poser au fur et à mesure que nous procédons. Pourquoi les gens achètent-ils des armes, les utilisent, en abusent? Comment mesurer le coût réel de la violence armée? Quel est le rapport entre le contrôle des armes légères et les mesures de réduction d'une part, et le tableau plus général du secteur de la sécurité? Et, en ce qui concerne ma propre région, comment s'attaquer à la question des bandes armées en Afrique de l'Ouest?

Grâce à sa capacité à allier théorie et données collectées sur le terrain, ce livre fait avancer notre compréhension du problème des armes légères et offre des informations cruciales pour les décideurs politiques et autres acteurs impliqués dans ce domaine. Je vous invite à utiliser comme moi le Small Arms Survey 2006 comme une ressource indispensable et un outil essentiel pour se repérer dans les événements à venir du processus international sur les armes légères.

Ellen Johnson-Sirleaf

Présidente de la République du Liberia

Avril 2006

TABLE DES MATIÈRES

A propos de Small Arms Survey	vi
Notes à l'attention des lecteurs	vi
Remerciements	vii
Introduction	1
Chapitre 1. L'offre et la demande militaires: produits et producteurs	
Introduction	7
L'offre et la demande militaires	8
Remplir les blancs	12
Projection d'une estimation mondiale des achats	17
Des acquisitions à l'estimation de la production	19
Lorsque le modèle rencontre la réalité	21
Conclusion	26
Chapitre 2. Le ruisseau et le torrent: les stocks étatiques	
Introduction	37
Les arsenaux de l'Etat: vastes et risqués	38
Maintien de l'ordre: perdues au vu et au su de tous	39
Vers une compréhension cumulative des stocks militaires	43
Quatre clés pour comprendre les spécifications des armes légères militaires	45
Les totaux mondiaux d'armes à feu militaires	52
Les types d'armes à feu dans les stocks militaires	54
Estimation des stocks d'armes à feu par le biais des estimations de production	54
Les plus grands stocks militaires	56
Transparence: vaincre l'inertie bureaucratique	58
Conclusion: transparence et anticipation	60
Chapitre 3. Une bataille difficile: comprendre les transferts d'armes légères	
Introduction	65
Le commerce mondial légal des armes légères et de petit calibre: mise à jour annuelle	65
Evolution de la transparence: mise à jour annuelle	78
Comprendre le commerce international illicite des armes légères: l'Amérique latine	83
Conclusion	88
Chapitre 4. Point par point: l'Instrument international de traçage	
Introduction	95
La voie menant aux négociations	96
La négociation de l'Instrument	98
L'Instrument international de traçage	100
La mise en œuvre de l'Instrument	112
Conclusion	114
Chapitre 5. Vers une stabilisation du Cambodge	
Introduction	119
L'héritage du conflit	120
Résolution du problème de prolifération des armes légères au Cambodge	123
Utilisation d'armes à feu au sein des forces de sécurité et des autorités cambodgiennes	130
L'agenda de la réforme du secteur de la sécurité au Cambodge	133
Conclusion	136
Chapitre 6. L'autre face du problème: la demande en armes légères	
Introduction	141
La demande en armes légères aujourd'hui	142
Modéliser la demande en armes légères	144

Les acteurs en demande d'armes légères	145
Les motivations et les moyens: les indicateurs de la demande en armes légères	149
Conclusion	158
Chapitre 7. Toujours sous la menace des armes: la violence armée en Papouasie Nouvelle-Guinée	
Introduction	165
Méthodologie	167
Tendances de la violence	168
Violence et victimisation	169
Violence liée aux armes à feu	175
Causes de la violence armée et réponses possibles	178
Conclusion: se tourner vers l'avenir	183
Chapitre 8. La méthode compte: une estimation des coûts de la violence causée par les armes légères	
Introduction	189
Les coûts de la violence: typologies et problèmes de comparabilité	190
Le coût de la violence armée: un aperçu des problèmes	195
Evaluer le coût de la violence armée au Brésil et en Colombie	202
Conclusion	207
Chapitre 9. L'hydre de Colombie: les différents visages de la violence armée	
Introduction	215
Dimensions contemporaines et historiques de la violence armée	216
Economie politique de production, importation et exportation	217
Trafic et fabrication d'armes illégales	222
Violence liée au conflit armé	223
La violence criminelle et le fardeau des armes à feu	227
Réduction des armes au niveau municipal et DDR	230
Conclusion	234
Chapitre 10. Une menace constante: les groupes armés en Afrique de l'Ouest	
Introduction	247
Groupes armés: un aperçu des problèmes	248
Les sources d'approvisionnement en armes à feu des groupes armés	253
La gestion et le contrôle des armes au sein des groupes armés	257
Influencer l'offre et la demande en armes	258
Influencer le comportement	265
Conclusion	266
Chapitre 11. Perpétuer la peur: l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) et les armes légères	
Introduction	273
Un passé troublé	274
Mobiles et organisation de la LRA	277
Utilisation d'armes légères par la LRA	278
Acquisition d'armes légères par la LRA	282
Possessions de la LRA	283
Stocks de la LRA	284
Un long chemin vers la stabilité: problèmes d'armes légères indépendants de la LRA	287
Conclusion	288
Chapitre 12. Les armes comme seule option: masculinité et violence juvénile	
Introduction	295
Les hommes jeunes et la violence	296
Les armes légères: fonctionnelles et symboliques	302
Les hommes jeunes et les armes légères: implications pour les interventions	310
Conclusion	316
Index	322

À PROPOS DE SMALL ARMS SURVEY

Le Small Arms Survey est un projet de recherche indépendant intégré à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève, Suisse. Fondé en 1999 grâce au généreux soutien du Département fédéral suisse des Affaires étrangères, et régulièrement appuyé par les contributions des gouvernements de Belgique, du Canada, de la Finlande, de la France, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Suède et de la Grande-Bretagne. Le projet est également reconnaissant envers le soutien, passé et présent, reçu de l'Australie, du Danemark et de la Nouvelle-Zélande. Il collabore en outre avec des instituts de recherche et des organisations non gouvernementales de nombreux pays, dont le Brésil, le Canada, la Géorgie, l'Allemagne, l'Inde, Israël, la Jordanie, la Norvège, la Fédération de Russie, l'Afrique du Sud, le Sri Lanka, la Thaïlande, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Les objectifs de Small Arms Survey sont de constituer la principale source d'informations publiques sur la problématique complexe des armes légères; de servir de centre de référence à la disposition des gouvernements, des hommes politiques, des chercheurs et des militants; de suivre les initiatives nationales et internationales (gouvernementales et non gouvernementales) sur les armes légères; d'agir en tant que centre d'échange des informations et de diffusion des meilleures pratiques. Par ailleurs, Small Arms Survey parraine la recherche sur le terrain et les efforts en matière de collecte d'informations, tout particulièrement dans les régions et les Etats touchés par ce problème. Le projet est mené par une équipe internationale composée d'experts dans les domaines de la sécurité, des sciences politiques, du droit, des affaires économiques, du développement et de la sociologie. Cette équipe collabore étroitement avec un réseau international de chercheurs, d'institutions partenaires, d'organisations non gouvernementales et de gouvernements.

NOTES À L'ATTENTION DES LECTEURS

Abréviations: des listes d'abréviations se trouvent à la fin de chaque chapitre.

Références aux autres chapitres: tout au long du livre, des références à d'autres chapitres apparaissent en majuscules entre parenthèses. Par exemple, au chapitre 10 sur les groupes armés: « Dans ces situations, on assiste à une corrélation entre la disponibilité des armes ou des munitions et le degré de contrôle dont elles font l'objet (ARMÉE DE RÉSISTANCE DU SEIGNEUR).»

Taux de change: toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars américains (USD) au cours actuel. Sauf mention contraire, lorsque d'autres devises sont citées, elles sont converties en USD, en appliquant la moyenne des 365 jours du taux de change pour la période du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2006.

Small Arms Survey: l'expression «Small Arms Survey» en caractère normal fait référence au projet global et à ses activités. L'expression en italique «*Small Arms Survey*» est traduite en français par «*L'Annuaire sur les armes légères*» et se réfère à la publication elle-même. *L'Annuaire*, en caractères italiques, se réfère généralement à des éditions passées et futures de l'ouvrage.

Site Internet: pour plus d'informations et pour connaître les derniers développements en matière d'armes légères, les lecteurs sont invités à consulter notre site Internet: www.smallarmssurvey.org.

Small Arms Survey

Graduate Institute of International Studies

47, Avenue Blanc, 1202 Geneva, Switzerland

Tel.: +41 22 908 5777 - Fax: +41 22 732 2738

Email: smallarm@hei.unige.ch

Web site: www.smallarmssurvey.org

REMERCIEMENTS

Tout comme les éditions précédentes de *l'Annuaire sur les armes légères*, ce sixième volume est le fruit d'un travail collectif mené par l'équipe de Small Arms Survey, basée à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève, Suisse. Un grand nombre de chercheurs à Genève et ailleurs ont contribué à cet ouvrage, qui a bénéficié de la contribution et des conseils de nombre de responsables gouvernementaux, de militants, d'experts et de collègues du monde entier appartenant à la communauté de recherche internationale sur les armes légères.

Les auteurs des principaux chapitres ont été assistés par de nombreux collaborateurs internes et/ou externes, dont le nom est mentionné dans les chapitres concernés.

Par ailleurs, de minutieuses révisions des divers chapitres ont été effectuées par : Philip Alpers, Peter Bartu, Jurgen Brauer, Michel Brzoska, Alex Butchart, Philip J. Cook, Steven R. Costner, Wendy Cukier, David DeClerq, David Diaz, Sinclair Dinnen, Louise Doswald-Beck, Sarah Garap, Jeremy Ginifer, William Godnick, David Hegarty, Iain Hall, Maximo Halty, David Hemenway, Dylan Hendrickson, Michael Kimmel, Göran Lindgren, Lora Lumpe, Tamir Magal, Ron May, David Meddings, Pierre Mills, Caroline Moser, Daniel Muñoz-Rojas, Sharmala Naidoo, Ryan Nichols, David Polber, Pablo Policzer, Michael Pugh, Antonio Rangel, Stella Sabiti, Robert Scharf, Yiftah S. Shapir, Christiana Solomon, Bruce Stout, Juana Téllez, Reinhilde Weidacher, Jeremy Weinstein, Siemon Wezeman, Adrian Wilkinson et Deanna Wilkinson.

Eric G. Berman, Keith Krause et Glenn McDonald ont supervisé la planification et l'organisation générales du présent volume. Emile LeBrun a apporté son savoir éditorial. Tania Inowlocki s'est chargé du travail éditorial et de la production de *l'Annuaire*, en a assuré la coordi-

nation avec les secrétaires de rédaction, Michael James et Alex Potter. Les cartes sont de Jillie Luff; la mise en page et la conception, de Rick Jones; Donald Strachan a corrigé les épreuves de *l'Annuaire*; et Lisa Kenwright d'Indexing Specialists (Royaume-Uni) a compilé l'index.

Dominic Byatt et Lizzy Suffling d'Oxford University Press ont apporté leur soutien tout au long de la réalisation de *l'Annuaire*. Barbara Gimellei, Anne-Kathrin Glatz, Sahar Hasan, Jonas Horner, Kaitlyn Powles, Matthew Tarduogno et Liliane Zossou ont participé à la vérification factuelle. Fridrich Štrba et Carole Touraine ont apporté un soutien administratif. Michael Cheng et Mohamed Hojeij ont aidé à la recherche.

Le projet a également bénéficié du soutien du personnel de l'Institut universitaire de hautes études internationales, en particulier de Philippe Burren, Jasmine Champenois, Andrew Clapham, Wilfred Gander, Oliver Jütersonke et Monique Nathoo.

Nous sommes extrêmement reconnaissants envers le Gouvernement suisse pour son généreux soutien financier et général au projet Small Arms Survey, en particulier envers Heidi Grau, Thomas Greminger, Roman Hunger, Fabienne Juillard Metzger, Laurent Masmajeun, Peter Maurer, Giancarlo de Piciotto, Anton Thalmann, Stefano Vescovi et Othmar Wyss. Les gouvernements canadien, finlandais, néerlandais, norvégien, suédois et britannique ont également subsidié le projet. Le projet a également reçu un appui financier pour divers projets de recherche de la part du Réseau universitaire international de Genève (RUIG), de l'Organisation internationale de la francophonie, du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), de l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement, du Centre de contrôle des armes légères pour l'Europe du Sud-Est (SEESAC) et de l'Organisation mondiale de la santé. Il bénéficie en outre du soutien de certaines organisations gouvernementales et internationales, parmi lesquelles le Comité international de la Croix-Rouge, le Département des affaires de désarmement des Nations unies, l'Office des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires et le Haut commissaire des Nations unies aux réfugiés.

A Genève, notre équipe a également reçu le soutien et les conseils avisés de David Atwood, Peter Batchelor, Christophe Carle, Martin Griffiths, Randall Harbour, Magnus Hellgren, Peter Herby, Luc Lafrenière, Patricia Lewis, Patrick McCarthy, David Meddings, Jennifer Milliken, Sola Ogunbanwo, Daniël Prins et Fred Tanner.

Au-delà de Genève, nous avons également reçu le soutien d'un certain nombre de collègues. Outre les personnes mentionnées ci-dessus et dans des chapitres spécifiques, nous souhaitons remercier David de Beer, Ilhan Berkol, Michael Cassandra, Mohamed Coulibaly, David Isenberg, Meir Itzhaki, Edward Laurance, Nicholas Marsh, Sarah Meek, Lisa Misol, Yeshua Moser-Puangsuwan, Abdel-Fatau Musah et Alex Vines.

Nous remercions sincèrement les nombreuses autres personnes (non citées) pour leur soutien permanent au projet. Nous adressons également toutes nos excuses aux personnes que nous aurions omises de mentionner.

Pour la traduction française, la coordination générale a été assurée par le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, situé à Bruxelles, Belgique). Les traductions et relectures ont été coordonnées par Danièle Fayer-Stern et l'équipe de chercheurs du GRIP : Ilhan Berkol, Georges Berghезan, Luc Mampaey, Pierre Martinot, Cédric Poitevin, Pamphile Sebahara et Xavier Zeebroek. Enfin, sous la coordination de Marc Schmitz du GRIP, la mise en page a été assurée par Elisabeth Drevet. La présente traduction française est diffusée uniquement via les sites Internet smallarmssurvey.org et grip.org.

Keith Krause, Directeur du Programme
Eric G. Berman, Directeur général

Annuaire sur les armes légères 2006

Éditeurs

Eric G. Berman, Keith Krause, et Glenn McDonald

Directrice des publications

Tania Inowlocki

Consultant éditorial

Emile LeBrun

Conception et mise en page

Richard Jones, Exile: Design & Editorial Services

Cartographie

Jillian Luff, MAP *grafix*

Secrétaires de rédaction

Tania Inowlocki, Michael James, et Alex Potter

Relecture

Donald Strachan

Auteurs des principaux chapitres

Introduction Eric G. Berman, Keith Krause, et Glenn McDonald

Chapitre 1 James Bevan

Chapitre 2 Aaron Karp

Chapitre 3 Pablo Dreyfus et Anna Khaakee avec Anne-Kathrin Glatz

Chapitre 4 Glenn McDonald

Chapitre 5 Christina Wille

Chapitre 6 Anne-Kathrin Glatz et Robert Muggah

Chapitre 7 Nicole Haley et Robert Muggah

Chapitre 8 Nicolas Florquin

Chapitre 9 Katherine Aguirre, Robert Muggah, Jorge A. Restrepo, et Michael Spagat

Chapitre 10 Louisa N. Lombard

Chapitre 11 James Bevan

Chapitre 12 James Bevan et Nicolas Florquin



Des Nigériens de Bakin Ciyawa, dans l'Etat du Plateau, se préparent à défendre leur ville au moyen de fusils de chasse et d'autres armes produites localement en mai 2004.
© Pius Utomi Ekpei/AFP/Getty Images

Introduction

Il y a dix ans, la prolifération et la mauvaise utilisation d'armes légères et de petit calibre ne figuraient nullement à l'agenda de la communauté internationale. A l'époque, seul un très petit nombre de mesures avaient été mises en place. Un programme novateur de désarmement pratique a vu le jour sous l'égide des Nations unies au Mali en 1994, à la demande du président de l'époque, Alpha Oumar Konaré. Peu de temps après, Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général des Nations unies, a attiré l'attention sur le besoin d'un «désarmement bien concret, s'inscrivant dans le contexte des conflits dont s'occupe l'ONU et dans celui des armes, pour la plupart de faible calibre, qui provoquent des centaines de milliers de morts»¹. Quelques experts et avocats cherchaient également à attirer l'attention sur le problème des armes légères, mais leur travail ne faisait encore que commencer².

La situation a beaucoup évolué en 2006. Des dizaines d'initiatives pratiques ont vu le jour, depuis des projets de désarmement, de démobilisation et de réintégration d'anciens combattants dans des zones d'après-guerre, jusqu'à des mesures prises en vue d'améliorer la sécurité des stocks gouvernementaux, en passant par la destruction à grande échelle de stocks d'armes excédentaires et la négociation d'un instrument international pour le marquage et le traçage des armes. Des projets novateurs destinés à améliorer la sécurité locale sont à présent mis sur pied en Albanie, en Australie, au Brésil, au Salvador, aux îles Fidji, en Afrique du Sud et dans d'innombrables communautés du monde entier. Des organismes internationaux aussi variés que l'Organisation mondiale de la santé, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ou encore l'Organisation de coopération et de développement économiques ont reconnu l'importance des problèmes que posent les armes légères et la violence armée pour leur travail, ainsi que la nécessité de consacrer les ressources humaines et financières appropriées à la question. Plus de 700 organisations non gouvernementales du monde entier ont décidé d'agir à ce sujet.

Ces premiers pas n'ont fait qu'effleurer en surface les problèmes posés par la prolifération et la mauvaise utilisation des armes légères, mais si l'on compare la situation actuelle à ce qu'elle était il y a seulement dix ans, les progrès réalisés sont impressionnants. Notre compréhension des problèmes liés aux armes légères et à la violence armée s'est améliorée de façon significative, et nous en savons désormais beaucoup plus sur la répartition mondiale des victimes de la violence armée, sur l'impact négatif de la disponibilité et de la mauvaise utilisation des armes sur le développement socioéconomique, sur la nature internationale des stocks et possessions et enfin sur l'importance critique de l'intégration du travail sur les armes légères dans le contexte plus vaste de mesures de réduction de la violence armée et de réforme du secteur de la sécurité.

Nous n'avons cependant pas encore fait grand-chose pour réduire le coût humain de la violence armée.

L'accord obtenu en 2001 sur le *Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects* des Nations unies a constitué une avancée importante. A lui seul, s'il était entièrement mis en œuvre, le *Programme d'action* constituerait un progrès significatif. Pour les Etats, la première mesure à prendre lors de la Conférence d'examen des Nations unies de 2006 est l'engagement à une mise en œuvre totale.

En rester là, toutefois, reviendrait à nier que notre compréhension d'éléments clés de l'agenda des armes légères a pris de l'ampleur depuis 2001. Au cours des cinq dernières années, des problèmes tels que la menace posée par la prolifération de systèmes portatifs de défense aérienne (MANPADS), l'importance des munitions comme élément déclencheur des conflits contemporains, le besoin de répondre aux initiatives d'offre par des mesures de réduction de la demande, et enfin le lien existant entre d'une part la prolifération et la mauvaise utilisation des armes légères et d'autre part le développement et une plus vaste gouvernance du secteur de la sécurité ont seulement commencé à être abordés. Quel que soit leur sort lors de la Conférence d'examen, ces problèmes, que le *Programme d'action* n'aborde pas dans le détail, constituent de futurs défis d'envergure.

Présentation générale des chapitres

La publication du premier *Annuaire sur les armes légères* a coïncidé avec la Conférence des Nations unies sur les armes légères de 2001 et l'adoption du *Programme d'action*. Cette édition, la sixième, poursuit dans la tradition de ses prédécesseurs en proposant de nouvelles informations et perspectives, à la fois sur les problèmes émergents en matière d'armes légères mais aussi sur des problèmes déjà établis. Son objectif n'est pas de résumer ou de faire le point sur des efforts passés, mais plutôt de faire progresser les connaissances existantes, là où cela est possible. L'*Annuaire* de cette année propose de nouvelles informations ou des mises à jour concernant la production d'armes légères, leurs stocks, leurs transferts et les mesures s'y rapportant, avec notamment un passage en revue d'importants développements internationaux tels que l'*Instrument international de traçage*.

La deuxième partie de l'*Annuaire* de cette année se penche sur certains défis d'une importance capitale pour les progrès futurs sur la question des armes légères. Des chapitres thématiques et des études de cas examinent la demande d'armes, la dimension de genre chez les auteurs de violence armée, les réformes liées aux armes légères et au secteur de la sécurité, ainsi que les coûts économiques de l'utilisation d'armes légères. S'ils sont présentés dans des chapitres particuliers, ces thèmes convergents sont également explorés dans le détail tout au long de cet ouvrage. La question de la demande en constitue un parfait exemple, et ses principaux aspects sont présentés dans un chapitre à part. Le chapitre sur la production utilise également une approche basée sur l'examen de la demande pour estimer l'approvisionnement militaire mondial en armes légères et de petit calibre, tandis que les chapitres sur la Papouasie Nouvelle-Guinée, l'Armée de résistance du Seigneur et les groupes armés soulignent le besoin de tenir compte de la demande pour mettre au point des stratégies efficaces de prévention de la violence armée. Ces chapitres abordent également les difficultés de réduire la demande d'acquisition et d'utilisation d'armes à feu dans des régions qui croulent sous les armes. De même, nous sommes conscients qu'une compréhension approfondie de la violence liée aux armes légères – et de ses antidotes – demande des recherches sur les auteurs de la violence armée, sur la base de leur sexe et de leur âge. Le chapitre sur la masculinité et la violence juvénile étudie les raisons pour lesquelles les jeunes gens représentent une part disproportionnée de la violence internationale liée aux armes légères, tandis que l'analyse de la situation en Colombie illustre la nature sexospécifique de la violence des armes à feu dans ce pays.

Chapitres de mise à jour

Chapitre 1 (Production): Grâce à une approche basée sur l'examen de la demande, ce chapitre fournit une estimation de l'approvisionnement en armes légères et de petit calibre par les forces armées du monde entier, ainsi que le nombre d'armes qui doivent être produites ou transférées depuis des stocks excédentaires pour répondre à ces besoins. Il utilise pour ce faire des données sur les nombres de soldats et l'âge des armes légères dans 151 pays, ainsi que des informations détaillées sur les schémas d'approvisionnement pour 32 de ces Etats.

Les résultats de cette projection indiquent que les armées du monde entier se procurent environ un million d'armes légères et de petit calibre chaque année. Sur ce chiffre, on estime qu'entre 0,7 et 0,9 million sont des armes nouvellement produites et que les autres sont des armes excédentaires, transférées d'un Etat à l'autre. Ce chapitre souligne une importante tendance préoccupante: un certain nombre d'Etats riches semblent bien décidés à lancer de nouvelles mesures d'approvisionnement au cours des cinq à dix prochaines années. La production militaire internationale répondra à cette augmentation de la demande et d'autres pays chercheront la parité avec ces armées qui se modernisent. Des quantités importantes d'armes légères et de petit calibre excédentaires deviendront donc disponibles. Nous sommes donc confrontés au risque d'un effet de cascade, qui verrait le déplacement des stocks excédentaires d'Etats riches vers des Etats pauvres ou des groupes armés non gouvernementaux.

Chapitre 2 (Stocks): En examinant la répartition internationale des armes à feu au sein des agences des forces de l'ordre et des forces armées du monde entier, ce chapitre développe des estimations des possessions de ces différentes catégories. Il indique aussi le danger lié à des pertes de contrôle catastrophiques de stocks importants ainsi que le problème constant posé par les vols de routine dans les stocks d'armes légères gérés par l'Etat.

Ce chapitre estime à plus de 26 millions d'armes l'inventaire mondial des armes à feu des forces de l'ordre. Les armées du monde entier détiennent au moins 200 millions d'armes à feu modernes, dont la majorité sont des fusils automatiques. Les forces armées conservent également d'importantes quantités d'armes plus anciennes. Les stocks mondiaux d'armes à feu militaires sont concentrés au sein d'un nombre relativement restreint de pays, avec tout juste dix pays qui contrôlent environ deux tiers des armes. Officiellement, les gouvernements ont déclaré un total de seulement 16 millions d'armes à feu militaires, ce qui correspond à moins de 10% du total estimé.

Chapitre 3 (Transferts): Ce chapitre fournit non seulement de nouvelles informations sur les principaux exportateurs et importateurs ainsi qu'une mise à jour du Baromètre de transparence du commerce des armes légères, mais il comporte aussi une étude de cas sur les transferts illicites d'armes légères et de petit calibre en Amérique du Sud, basée sur les données de saisie de la police et des douanes.

En 2003, les principaux exportateurs d'armes légères et de petit calibre – d'après des informations douanières de la base de données Comtrade des Nations unies, des rapports nationaux d'exportation d'armes et des estimations – étaient la Fédération de Russie, les Etats-Unis, l'Italie, l'Allemagne, le Brésil et la Chine. Les principaux importateurs – d'après des informations douanières – étaient les Etats-Unis, Chypre et l'Allemagne.

Comme l'indique le cas de l'Amérique du Sud, l'harmonisation des législations nationales est essentielle dans la mesure où les criminels mettent souvent à profit des lacunes juridiques dans des pays voisins pour y acheter des armes et leur faire passer en fraude les frontières nationales.

Chapitre 4 (Mesures): Depuis décembre 2005, les Etats membres des Nations unies sont liés par l'*Instrument international de traçage*. Cet instrument, qui est le résultat d'intenses négociations, reflète toute une série de compromis. Le plus important d'entre eux porte sur le fait que l'*Instrument* n'est contraignant que sur le plan politique et non juridique. Il ne couvre pas non plus les munitions destinées aux armes légères et de petit calibre. En dépit de ces compromis, l'*Instrument international de traçage* n'en constitue pas moins une avancée significative parmi les efforts multilatéraux visant à résoudre le problème des armes légères.

Ce chapitre explore le contenu de l'*Instrument*, soulignant sa contribution à la réglementation internationale en matière de marquage, d'enregistrement et de traçage. Il est toutefois encore trop tôt pour qualifier le processus de traçage des Nations unies de réussite. Celle-ci dépendra en effet de la mise en œuvre réelle de l'*Instrument* par les Etats membres de l'ONU, ainsi que de sa capacité à susciter d'autres développements normatifs. Fin 2005, de nombreux Etats devaient encore déterminer comment amener leurs lois et pratiques nationales en conformité avec ce texte.

Chapitres thématiques et études de cas

Chapitre 5 (Cambodge): Après plusieurs décennies de conflit, le Cambodge croulait sous les armes pendant les années 1990. Ces dernières années, la communauté internationale, le gouvernement cambodgien et des organisations non gouvernementales ont collaboré pour résoudre le problème au moyen de programmes spécifiques de contrôle des armes légères. A la suite de cette collaboration, plus de 120.000 armes échappant à tout contrôle ont été retirées de la circulation, 180.000 autres ont été confisquées et les stocks excédentaires ont été détruits. Les législations nationales en matière d'armes à feu ont également été révisées et de vastes campagnes de sensibilisation populaire ont mis le peuple cambodgien au courant des nouvelles politiques liées à la possession et l'utilisation d'armes à feu.

Basé sur des données nouvellement rassemblées, ce chapitre fournit la première évaluation de l'impact de ces programmes, concluant qu'ils ont contribué à une amélioration considérable de la sécurité humaine pour le peuple cambodgien. Aussi positive soit-elle, cette conclusion n'en est pourtant pas moins incomplète. En effet, le chapitre n'étudie pas seulement le contrôle des armes légères mais envisage également des approches plus vastes pour la stabilisation d'après-guerre, particulièrement une réforme du secteur de la sécurité. Il en conclut que certaines opportunités de lier ces deux projets au Cambodge ont été largement inexploitées. La poursuite de l'utilisation abusive d'armes officielles au Cambodge souligne l'utilité d'incorporer les concepts de la réforme du secteur de la sécurité à la planification du contrôle des armes légères.

Chapitre 6 (Demande): Ce chapitre révèle qu'un traitement attentif des motivations et des moyens qui conditionnent l'acquisition et la possession d'armes à feu est tout aussi important que les interventions au niveau de l'offre qui réglementent la fabrication, le transfert et la possession par des civils. Les interventions sont plus susceptibles de s'avérer durables lorsqu'elles sont adaptées aux circonstances particulières de groupes et d'individus et qu'elles impliquent des partenariats entre le public et le privé.

Reposant sur des recherches sur le terrain menées au Brésil, en Colombie, en Papouasie Nouvelle-Guinée, dans les îles Salomon et en Afrique du Sud, ce chapitre révèle un certain nombre de facteurs convergents à prendre en compte si l'on veut que les mesures de réduction et de contrôle des armes légères soient couronnées de succès. Des facteurs tels que l'environnement historique et social contribuent à façonner les préférences collectives et individuelles en termes d'acquisition et de possession d'armes à feu, tout comme les changements structurels spectaculaires dans les domaines de la gouvernance et de la macroéconomie. De surcroît, la disponibilité soudaine et inattendue d'armes dans un environnement instable peut également accroître la demande en réduisant le prix réel et relatif de l'acquisition d'armes.

Chapitre 7 (Papouasie Nouvelle-Guinée): En réponse à la violence armée chronique que connaissent ses centres urbains et les provinces des Highlands, le gouvernement de Papouasie Nouvelle-Guinée a entamé en 2005 un examen approfondi de ses méthodes de contrôle et de ses législations en matière d'armes à feu. Même si leur nombre est peu élevé par rapport à la population, il s'est avéré qu'elles représentent un facteur majeur de l'insécurité réelle et perçue, ainsi qu'un obstacle persistant à une bonne gouvernance, à une meilleure sécurité de l'Etat et au développement durable. Ce chapitre présente les conclusions d'une étude sur la violence armée dans le district de la capitale nationale et dans la province des Highlands du Sud, menée à bien par le Small Arms Survey, avec le soutien du PNUD.

Des sondages exhaustifs parmi les ménages révèlent, par exemple, que les taux de victimisation au sein des foyers des régions examinées sont plus élevés que ce qui avait été enregistré précédemment. Plus de la moitié de tous les foyers interrogés signalaient des incidents de victimisation au cours des six mois précédents, principalement perpétrés au moyen d'armes – notamment des armes à feu. Ce chapitre fait également observer que le prix des munitions est moins élevé que ce qui avait été signalé et semble être en baisse. Il révèle de surcroît que les programmes de réduction du nombre d'armes ne bénéficient pas d'un grand soutien auprès des citoyens, qui réclament des améliorations de l'ordre public avant d'accepter un désarmement.

Chapitre 8 (Coûts): Ce chapitre examine l'impact de la violence liée aux armes légères d'un point de vue économique. Dans les pays développés, des coûts élevés sont fréquemment utilisés pour justifier des dépenses plus importantes en termes de prévention de la violence. On ne peut pas encore en dire autant des pays en développement, dont certains, par choix ou par obligation, n'apportent pas une aide importante aux victimes. La comparaison des coûts avec les niveaux de violence armée contribue à identifier les sociétés où les victimes sont les plus vulnérables.

Des idées fausses abondent à propos des coûts de la violence armée et les méthodologies doivent être soigneusement perfectionnées pour garantir une meilleure compréhension des coûts globaux de la violence liée aux armes à feu. Des preuves indiquent toutefois clairement que l'utilisation abusive d'armes légères représente une proportion excessive des coûts de la violence. Cette conclusion est confirmée par deux études de cas sur le Brésil et la Colombie, où le traitement médical d'une blessure par balle coûte entre 1,7 et 3 fois plus que celui d'une blessure à l'arme blanche. Ces études s'appuient sur un avant-projet de directives d'évaluation développé par le Small Arms Survey pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Centre de contrôle et de prévention des maladies des Etats-Unis (CDC).

Chapitre 9 (Colombie): Ce chapitre révèle que la violence issue du conflit armé prolongé en Colombie, mais aussi du crime organisé et de la criminalité ordinaire a causé la mort de plus de 475.000 civils et combattants depuis 1979 – soit près de 17.600 décès par an. Depuis la fin des années 1970, plus de 80% de tous les homicides impliquent l'utilisation d'armes à feu. Ce pourcentage a connu une augmentation constante – d'environ 60% dans les années 1980, il est passé à plus de 85% en 2002. En 2005, plus de 15% de *tous* les décès, toutes causes confondues, étaient liés aux armes à feu. La violence criminelle perpétrée au moyen d'armes à feu est liée au sexe de la victime. Plus de 90% des décès par arme à feu touchent en effet des hommes.

La plupart des armes actuellement en circulation en Colombie sont illégales et n'ont pas été enregistrées. On estime entre 2,3 et 3,9 millions le nombre d'armes légales et illégales combinées, ce qui suggère un taux de possession de 5 à 8 armes à feu pour 100 habitants. Ce chapitre indique également que le pays a connu une diminution significative du nombre de décès de civils liés au conflit en 2003 et 2004. Il semblerait donc que des mesures de contrôle des armes à feu aient déjà bien porté leurs fruits en termes de réduction de la violence dans des grandes villes telles que Bogotá, Cali et Medellín.

Chapitre 10 (Groupes armés): Munis principalement d'armes légères et de petit calibre, les groupes armés constituent une menace persistante et croissante pour la sécurité internationale. Ce chapitre propose une vue d'ensemble de la dynamique d'acquisition, de gestion et de contrôle des armes légères par des groupes armés (y compris des milices progouvernementales) au sein de la région de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), où ils constituent une source d'inquiétude toute particulière. Bon nombre de groupes armés d'Afrique de l'Ouest sont imprévisibles, avec des motivations, des allégeances et une étendue d'action en constante évolution au fil du temps. Ils peuvent bien souvent accéder facilement au robuste marché des armes légères et de petit calibre de la région. Si les programmes de collecte d'armes ont rencontré un certain succès en Afrique de l'Ouest, la qualité des armes collectées laisse souvent à désirer.

Ce chapitre conclut que les tentatives d'influencer des groupes armés par la persuasion constituent un moyen important mais insuffisant de traiter avec les groupes armés d'Afrique de l'Ouest. Etant donné que le manque d'opportunités d'emploi alternatives peut pousser d'anciens combattants démobilisés à retourner au

combat, il s'avérera souvent plus efficace de proposer des incitations telles que la création de nouveaux emplois et une réforme du secteur de la sécurité.

Chapitre 11 (Armée de résistance du Seigneur): L'Armée de résistance du Seigneur (LRA) est un groupe armé non étatique qui opère dans le nord de l'Ouganda et dans les pays voisins. Elle est célèbre pour ses enlèvements d'enfants, qui sont contraints de devenir des combattants dans des conditions extraordinairement cruelles. La LRA dépend des armes légères pour une grande majorité de ses activités violentes. Au-delà des «recrues» enlevées et des armes légères et munitions avec lesquelles elle les équipe, elle n'a besoin que de peu de ressources. Dans une région déjà saturée d'armes légères, la LRA bien armée est en mesure de s'emparer d'armes, de munitions et de recrues supplémentaires, dans un cycle de violence autoalimenté.

Ce chapitre soutient qu'en dépit d'affirmations contraires, la LRA n'est pas handicapée par de graves pénuries d'armes ou de munitions. Contrairement aux membres de bien d'autres groupes armés, les combattants de la LRA sont dressés – bien que de manière brutale – à prendre soin de leurs armes et à utiliser les munitions avec parcimonie. Les armes légères contribuent de façon essentielle à la capacité de la LRA à poursuivre le combat; leur abondance relative indique que la LRA est loin d'avoir dit son dernier mot en tant que force de combat.

Chapitre 12 (Masculinité et violence juvénile): Les jeunes gens représentent un pourcentage exagérément élevé des auteurs (et des victimes) de la violence mortelle liée aux armes légères. Ce chapitre s'interroge sur le rôle que jouent les armes légères dans la vie de ces «jeunes hommes en colère» et sur les mesures qui peuvent être prises pour briser cette relation fatale.

Les explications biologiques et démographiques de ce problème ne tiennent pas compte des facteurs socioéconomiques essentiels qui semblent encourager ou freiner le recours des jeunes gens à la violence. Ce chapitre affirme que l'interprétation de l'identité sexuelle conditionne de nombreux jeunes gens marginalisés du monde entier à voir la violence armée comme un excellent moyen de revendiquer virilité et respect. Les armes légères sont considérées comme des outils coercitifs utiles, mais aussi comme de puissants symboles qui leur permettent d'affirmer leur virilité. Pour conclure, ce chapitre explique que le contrôle de l'accès des jeunes gens aux armes légères s'est avéré efficace pour réduire les taux de mortalité liée aux armes à feu de la violence juvénile. La remise en question de l'assimilation socialement construite des armes légères et de la violence, d'une part, au pouvoir et à la virilité, d'autre part, s'avérera également essentielle pour toutes les futures stratégies de prévention de la violence.

Conclusion

Au moment de l'impression de cet *Annuaire sur les armes légères*, l'issue de la Conférence d'examen des Nations unies demeure incertaine. Pourtant, quels qu'en soient les résultats, la question des armes légères demeurera à l'ordre du jour dans toute sa complexité dans les années à venir. La communauté internationale ne semble pas encore prête à adopter une approche exhaustive et consensuelle des nombreuses dimensions de ce problème. La plupart des mesures concrètes destinées à promouvoir une plus grande sécurité contre la violence armée ne nécessitent toutefois que des efforts soutenus et plus importants au niveau local, communautaire, régional ou national, avec des partenariats efficaces entre les ONG, les agences humanitaires, les organisations internationales et les gouvernements. Pour sa part, le Small Arms Survey continuera à soutenir un vaste éventail d'initiatives, tout en montrant la voie vers des solutions réalisables de réduction de la violence armée. ■

Notes

- 1 Assemblée générale des Nations unies. 1995. *Supplément à l'agenda pour la paix*. A/50/60-S/1995/1, para. 60-61. 3 janvier.
- 2 Parmi les principales contributions, on retrouve Jeffrey Boutwell *et al.*, *Lethal Commerce* (Cambridge, MA: American Academy of Arts and Sciences, 1995); Jasjit Singh, ed., *Light Weapons and International Security* (Delhi: Indian Pugwash Society et BASIC, 1995); Christopher Louise, *The Social Impacts of Light Weapons Availability and Proliferation*, Document de discussion n° 59 (Genève: Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social avec International Alert, 1995); la série *Managing Arms in Peace Processes* du projet de recherche «Désarmement et résolution des conflits» de l'UNIDIR; et des publications occasionnelles de BASIC.

REMERCIEMENTS

Auteurs principaux

Eric G. Berman, Keith Krause et Glenn McDonald